

# Les imposteurs à la lutte antinucléaire : le cas RSDN

Par la Coordination STOP NUCLÉAIRE, le 10 février 2016



Les 12, 13 et 14 février prochains se tiendra un « congrès » organisé par RSDN (Réseau Sortir du Nucléaire). A l'approche de cette réunion, tous les échanges sur les listes internes indiquent que RSDN frise l'implosion. Ceci ne serait que la juste conséquence d'un dévoiement total de la lutte antinucléaire. De quoi s'agit-il exactement ?

## **RSDN : les impostures dès la création**

**L'imposture originelle remonte à 1997**, date de création de l'association loi 1901 RSDN. C'est à cette époque que les « affairistes verts » ont récupéré à leur compte la fermeture de Superphénix, réacteur à neutrons rapides situé à Creys Malville. Consciemment ou inconsciemment ? Lâches ou naïfs ? Peu nous importe.

En février 1997, alors que le « surgénérateur » Superphénix était toujours à l'arrêt, le Conseil d'Etat annulait le décret de 1994 qui l'autorisait à fonctionner comme « *réacteur de recherche et démonstration* »[1,2]. C'est donc sous Alain Juppé, Premier Ministre UMP qu'a été décidée la fermeture de ce réacteur ; parce que c'était un échec industriel, d'une « *oisiveté coûteuse* », et un danger

permanent. Dominique Voynet, anesthésiste élue « Les Verts », devenue Ministre de l'Ecologie après les élections législatives, a alors annoncé qu'elle en avait obtenu la fermeture définitive. Le but évident étant de gonfler son électorat. Cette annonce de victoire aura une contrepartie qui doit satisfaire les nucléaristes : l'année suivante en 1998, la même Dominique Voynet signe en tant que Ministre la mise en place du laboratoire de Bure, et le lancement de la filière MOX (combustible nucléaire à base de plutonium) [3,4].

En 1997, Philippe Brousse, fondateur et immédiatement directeur de RSDN, arrive donc avec l'argent de la caisse des « **Européens contre Superphénix** » auréolé d'une victoire des Verts dans les médias et se présente comme l'homme de la situation.

A la suite de plusieurs réunions entre militants, le choix est vite fait de revendiquer une « *décision immédiate de sortie* » plutôt qu'une « *sortie immédiate* » du nucléaire.

Le comité Stop Nogent, avec Roger Belbéoch, a choisi en raison de « *décision immédiate* » qu'ils ne participerait pas à cette fédération[5]. D'autres ont participé un peu puis en sont sortis, écœurés par la manipulation. L'ACNM, Association Contre le Nucléaire et son Monde, n'a évidemment pas participé non plus[2].

**La deuxième imposture de RSDN** dès sa création, a été de se déclarer « antinucléaire » en faisant la promotion de « *tous les scénarios* », « *parce qu'on a besoin de tout le monde* ». Et voici RSDN dix ans plus tard, brandissant des scénarios de « *sortie* » en 5 et 10 ans, comme si un tel choix était une possibilité et relevait de la responsabilité des militants antinucléaires. Aujourd'hui c'est une rubrique toute entière du site de RSDN qui est consacrée aux scénarios énergétiques : un vrai supermarché ![7]. On y trouve même le scénario à 35 ans de l'ADEME, proposant 100% de renouvelables en 2050 !

Mais cette posture de RSDN ouvre une faille béante à un raisonnement logique dans lequel il n'est que trop facile de s'engouffrer. Nicolas Sarkozy ne s'en est pas privé : « *Soit le nucléaire c'est dangereux, soit ce n'est pas dangereux. Si le nucléaire est dangereux, il faut fermer, il ne faut pas simplement fermer Fessenheim.* » reprenant, lors du débat de la présidentielle 2012 avec François Hollande, un argument habituel d'Anne Lauvergeon. D'ailleurs une motion proposée à la prochaine AG 2016 de RSDN perpétue cette tradition en rajoutant une nouvelle proposition au rayon des scénarios : la fermeture des réacteurs de plus de 30 ans ! Et pourquoi pas 40 ans? Et pourquoi pas un tirage au sort pendant qu'on y est...?

L'association RSDN a donc été constituée avec l'idée de promouvoir **différents scénarios de « sortie » du nucléaire** en même temps. C'est exactement ce dont ont besoin ceux et celles qui veulent retarder la fermeture du parc nucléaire. Pendant que les antinucléaires se focalisent sur des délais de « *sortie* », sans la moindre chance qu'un courant l'emporte sur un autre, le véritable objet de la lutte antinucléaire est relégué loin, très loin en arrière-plan. Il n'est pourtant pas si compliqué de comprendre que la réponse à un crime ne réside pas dans son arrêt

« *le plus vite possible* », mais dans son arrêt immédiat quelles qu'en soient les modalités techniques.

**Enfin, une troisième imposture de la part de RSDN** consiste à faire croire qu'une « convergence » entre la lutte contre les émissions de GES et la lutte antinucléaire serait nécessaire, voire profitable ; d'où l'adhésion, fin 2015, de RSDN à **Coalition Climat 21** née en 2014 à l'initiative de RAC (Réseau Action Climat). Sans scrupules et quitte à battre trottoir commun avec les pronucléaires CGTistes, et tout ce que la France connaît d'écologistes bien pensants et consensuels ! Pour que ce soit bien clair, RSDN et RAC ont des adhésions croisées depuis l'année de leur création, de sorte que jamais RSDN ne puisse déclarer priorité à la fermeture des réacteurs nucléaires par rapport à l'action sur le climat.

### **RSDN est animé par l'esprit des cogestionnaires [4]**

La politique de mise en avant de scénarios de « sortie » a tout naturellement trouvé sa place dans les discussions autour de la **loi sur la transition énergétique**.

L'arrêt des réacteurs nucléaires devant être une priorité absolue pour des antinucléaires, il aurait pu sembler suffisant de se contenter de l'affirmation qu'une transition énergétique (permettant la sortie du modèle industriel et productiviste dans lequel le monde est engagé) soit nécessaire et même indispensable dans l'intérêt des générations futures.

Mais l'implication active de RSDN aux discussions autour de la loi de transition énergétique s'explique. Historiquement et de son propre choix, il est assujéti à de nombreux groupes de pression qui lui interdisent de tenir un autre discours que celui du consensus mou ne contenant aucune révolte face à la catastrophe humaine en cours et celles à venir.

Il suffit d'écouter la salariée porte-parole de RSDN parler de **décentralisation de production d'électricité**, comme solution à la peste nucléaire [8] pour comprendre que la priorité dans son expression médiatique se situe bien ailleurs. Cette salariée de RSDN porte en fait les positions d'Europe Ecologie Les Verts, de Greenpeace, de RAC, et de Négawatt.

Nous lui laisserons le bénéfice du doute quand à ses objectifs personnels. Si son but est de porter un message d'espoir pour un monde meilleur, nous lui suggérons juste qu'elle est peut-être victime d'une illusion d'optique. Pour nous, regarder la réalité et l'horreur du nucléaire en face ne peut en aucun cas amener à une telle **proposition médiatique, démagogique et démobilisatrice**, mais qui a l'avantage incontestable d'activer la machine à dons.

La cogestion de RSDN trouve son application directe dans son **rapprochement** avec les acteurs de la radio « protection », qualifiés par certains antinucléaires « **d'alliés objectifs** ».

Ces « *alliés objectifs* », comme l'IRSN, sont chargés de préparer la « gestion » (impossible) de la catastrophe nucléaire en apportant leur soutien actif à des programmes comme ETHOS et CORE.

Rappelons que ces programmes ont été mis en œuvre sur fonds publics de l'Europe pour démontrer que la vie était possible en zones contaminées à Tchernobyl. Ils ont été déclinés à Fukushima sous la forme d'ateliers participatifs avec la population, les entreprises, les associations locales, certaines créées pour l'occasion comme « Ethos in Fukushima ».

**Les exemples de cogestion** mise en œuvre par des soit-disant « militants antinucléaires » sont pléthore : les campagnes pour « réformer » les PPI (Plans Particuliers d'Intervention censés protéger les populations en cas de catastrophe nucléaire), ou encore les actions juridiques récemment entamées par RSDN qui, si elles ont l'avantage de titiller le porte-feuille d'EDF ou d'AREVA, ressemblent étrangement à des tentatives pour faire appliquer des décisions de l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire). On peut aussi citer l'appel aux « citoyens » à exercer une surveillance des sites nucléaires en lieu et place des autorités « responsables »[10].

Toutes ces voix ont pour effet de brouiller le message et de retarder l'indispensable fermeture des installations nucléaires, fermetures qui devraient être immédiates si on se souciait en hauts lieux du bien commun, le problème étant qu'il y ait des hauts lieux, où l'on se croit permis de prendre des décisions du type « décréter l'état d'urgence », « fabriquer des bombes atomiques » ou « construire des centrales ».

### **RSDN reproduit le spectacle de l'illusion de démocratie**

Mais nous l'avons vu, RSDN ne sort pas d'un chapeau. C'est, en fait, la copie conforme du fonctionnement des institutions françaises, **une oligarchie qui réalise l'illusion de démocratie**. Exactement comme nos institutions organisent l'impuissance politique du peuple, celles de RSDN organisent l'impuissance de ses adhérents. C'est dans les deux cas un système qui aboutit à la faillite morale des uns, à la révolte des autres.

### **Ce que nous inspire le « congrès »**

Ce qui se passe à l'approche du « congrès » des 12-14 février 2016 est un désolant spectacle de personnages qui s'entre-déchirent pour le bout de gras que constitue l'argent de RSDN. La bureaucratie lyonnaise, avec une masse salariale qui engloutit à elle seule 650 000 euros de dons « antinucléaires » par an, n'est pas prête à lâcher le morceau. Il s'agit bien entendu de faire se perpétuer le plus longtemps possible une structure qui a montré son incapacité à créer les conditions de l'arrêt des réacteurs nucléaires.

Cependant, l'équipe des rouges, malicieusement zébrés de vert, voudrait tailler dans le lard pour en récupérer une partie. Elle avance à petits pas en utilisant l'inévitable sentiment de révolte qu'engendre chez les adhérents la nomenklatura

de RSDN. Nous ne comprenons d'ailleurs pas en quoi leurs messages ou motivations seraient différentes de celles de l'équipe actuellement « au pouvoir » à RSDN.

## **Stop Nucléaire \* Qui sommes-nous ? Que disons-nous ?**

Nous sommes antinucléaires. Nous savons la catastrophe nucléaire inéluctable et que ses conséquences sont terribles et irrémédiables. Est-il encore besoin de le dire, nous ne pouvons en aucun cas nous considérer comme des alliés des individus ou des structures qui parlent de «*risques nucléaires*» et proposent une sortie progressive du nucléaire, quelle qu'en soit la déclinaison.

Nous n'avons de leçon à donner à personne et nous ne sous-estimons pas les difficultés de la tâche.

**L'objet de la lutte antinucléaire pour nous est clair** : il s'agit de tout mettre en œuvre afin d'inverser les rapports de force pour que cesse le crime nucléaire. Le nucléaire est inacceptable d'un point de vue moral : mise en cause délibérée de la vie et de la santé des populations, dégradation de leur conditions de vie, domination des peuples par un petit nombre de «sachants» armés, production d'ignorance et de distractions en masse. Si on considère le nucléaire comme un crime, inacceptable du point de vue moral et du point de vue sanitaire – et c'est notre cas – la seule réponse adéquate, c'est l'arrêt immédiat et inconditionnel du nucléaire.

**Au « congrès », nous n'irons ni avec les verts, ni avec les rouges zébrés de vert.** Nous resterons en dehors de cette structure morte-née qu'est RSDN, en dehors de toute autre structure similaire. Nous savons que les solutions « naïvement » proposées peuvent parfois être pire que les problèmes qu'elles sont censées résoudre. Et qui peut croire un instant que ce spectacle d'illusion démocratique et ce nœud de vipères qui se jouent autour du magot, puissent «représenter» moralement l'avenir de la lutte antinucléaire ?

De notre côté, nous n'avons pas de porte-parole attitré, pas de conseil d'administration, pas de compte en banque. Quand nous avons un projet, nous vidons nos poches et nous avançons. Nous n'appelons pas à monter un processus économique ou un processus électoral type « bénévoles méritants dans la durée ».

Dans tous les cas, plus que jamais, **nous appelons à faire cesser la promotion de RSDN et des structures qui lui sont proches : elles sont les premiers obstacles à faire sauter entre nous et les pronucléaires. Qu'elles fassent leur business sous une autre bannière.** Elles constituent des freins systématiques à l'indispensable révolte, et à toutes initiatives spontanées, créatives, inédites, contre les installations de la peste nucléaire.

Le 10 février 2016

STOP NUCLÉAIRE\*

[www.coordination-stopnucleaire.org](http://www.coordination-stopnucleaire.org)

\*STOP NUCLÉAIRE est une marque déposée. Toute utilisation non autorisée est une contrefaçon, y compris si la marque est utilisée en combinaison avec d'autres termes.

## Références

- [1] " [Superphénix, l'oiseau qui ne veut pas mourir](#) " Site Infonucléaire sur [dissident-media.org](http://dissident-media.org)
- [2] " Sages comme des images... ", Association Contre le Nucléaire et son Monde, janvier 1998.
- [3] " [La France nucléaire ; Matières et sites](#) " Mary Bird Davis 2000
- [4] " [Les co-gestionnaires du nucléaire](#) " Coordination Stop Nucléaire juillet 2012
- [5] "[Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe](#)" Bella et Roger Belbéoch, Editions L'Esprit Frappeur 1998-2002 (troisième édition).
- [6] « [La peur du nucléaire ou la peur de l'arrêt du nucléaire ?](#) » Coordination Stop Nucléaire, 15 août 2015.
- [7] « Les scénarios de sortie du nucléaire », site de RSDN février 2016 : <http://www.sortirdunucleaire.org/scenarios>
- [8] Emission « C dans l'air », direct 5, présenté par Yves Calvi, le 20 septembre 2013
- [9] [Lettre d'information n°116](#) du comité Stop Nogent mai/juin 2008
- [10] Surveillance Citoyenne des installations nucléaires, site de RSDN, <http://www.sortirdunucleaire.org/scin>